



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

Quatrième chambre

La demande d'avis introduite le 11 janvier 2023 par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant les modalités d'accès à la plate-forme électronique sécurisée visée à l'article 12, § 2, du code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé', portant le numéro 72.905/4 du rôle de la section de législation du Conseil d'État, a été rayée du rôle le 18 janvier 2023, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.